



18-10-2012

Réunion à Bruxelles de partis communistes et ouvriers et européens

Les 1^{er} et 2 octobre, notre parti a participé à une réunion qui s'est tenue à Bruxelles à l'invitation du KKE (parti communiste grec). Cette réunion a rassemblé 35 représentants de partis communistes et ouvriers d'Europe sur le thème : **face à la crise du capitalisme, assimilation ou rupture ?** Dans son introduction à la discussion, la camarade Alexia PAPARIGA secrétaire du Comité Central du KKE, a rappelé que la crise et la guerre impérialistes sont étroitement liées. Cette situation est particulièrement vraie en Grèce, située dans une région proche à la fois du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord. Aujourd'hui le système capitaliste dispose d'autres outils pour se maintenir au pouvoir. En Grèce où le système a deux pôles (le parti libéral et le parti socialiste PASOK), il est en train d'être renforcé par un autre système : d'un côté droite et centre-droit, de l'autre un pôle « gauche » avec SYNAPISMOS et le PASOK. Le processus n'est d'ailleurs pas terminé, le parti SYRISA se présente comme meilleur « négociateur » que le gouvernement actuel. Le parti fasciste AUBE DOREE qui abrite les services secrets de l'appareil d'Etat, prétend lutter contre les extrêmes, le communisme en particulier. La situation en Grèce rappelle celle de notre pays, avec bien entendu des nuances importantes.

o o o

Nous publions ci-dessous de larges extraits de l'intervention prononcée par P. Fraisse membre du secrétariat national.

« La France vit un nouvel épisode de l'alternance droite -gauche au pouvoir. Le socialiste F. Hollande a remplacé le président de droite Sarkozy. Nouveau gérant du capital, il poursuit avec application la même politique que son prédécesseur.

Nous savons que la crise actuelle comme toutes celles qui l'ont précédée, tient à l'existence même du capitalisme, à son mode de vie, à son moteur : la recherche du profit maximum. En 1990 après la disparition de l'URSS et des pays socialistes de l'Est Européen, les ennemis du socialisme promettaient l'âge d'or de la mondialisation, le champ libre étant laissé à l'universalisation du capitalisme. 22 ans après, on voit ce qu'il en est.

En France le capitalisme continue à accumuler du profit (des profits en hausse sont annoncés pour les entreprises cotées en Bourse, plus de 34 milliards d'euros pour le 1^{er} semestre 2012) mais le capital en veut toujours plus.

La feuille de route mise en place par Hollande est claire : baisse du « coût du travail », tout pour la compétitivité des entreprises capitalistes. Ce qui signifie : nouveau recul des droits des salariés, casse des conventions collectives, facilités de licenciement pour le patronat, blocage des salaires, nouveaux coups portés à la Sécurité Sociale, aux retraites, accélération des privatisations... Dans le budget 2013, réductions des dépenses publiques et sociales, impôts supplémentaires pour les ménages. Le gouvernement avalise les plans massifs de licenciements, de fermetures d'entreprises, comme par exemple chez Peugeot.

Le Patronat français (le MEDEF) exprime sa satisfaction et demande au gouvernement qu'il aille plus loin encore.

En France, pour assurer la continuité de sa domination, le capital tient trois fers au feu. Il sait pouvoir utiliser la droite, de l'UMP aux centristes, le parti socialiste et ses alliés et même l'extrême droite avec le Front National.

Notre candidat Christophe Ricerchi n'a pas été validé par le Conseil Constitutionnel – la loi inique, antidémocratique l'a écarté. Nous avons donc appelé à ne voter pour aucun des candidats, ni au premier ni au deuxième tour. Tous, les partis ou groupes se réclamant de « gauche » y compris ceux utilisant la phrase révolutionnaire, ont appelé à battre Sarkozy donc à voter Hollande. On voit le résultat aujourd'hui. (à propos d'élections nous voulons dire combien nous avons apprécié l'analyse du KKE après les élections en Grèce et sur le rôle de Syriza qui sert les intérêts capitalistes en Grèce).

Nous le savons tous, la seule chose que craint le capital ce sont les luttes. En fonction de l'approfondissement de l'opposition capital-travail, il doit donc trouver de nouvelles formes, en France comme dans le monde, pour tenter de maintenir et d'aggraver son exploitation. Hollande s'active à développer la collaboration de classe. Il veut parvenir à mettre sur pied une nouvelle forme de l'Association capital-travail. Il a un besoin absolu de la participation des centrales syndicales. Il les appelle à un « compromis historique » avec le patronat et le gouvernement. Celles-ci participent de cette manœuvre. Chérèque avec la CFDT est en pointe, il appelle à défendre la « compétitivité » des entreprises, accélérer les « réformes » du gouvernement et à promouvoir la « cohésion sociale ». La CGT prévient qu'elle restera « attentive ». Nous vérifions une fois de plus que tout va dépendre des luttes en bas dans les entreprises, pour contraindre les centrales syndicales à modifier leur attitude.

Cette semaine, Hollande va faire ratifier le pacte budgétaire européen par le Parlement français. Nous avons là un bel exemple du consensus droite-gauche. La droite votera avec le PS ce traité signé en mars dernier par Sarkozy à Bruxelles.

Notre parti a toujours appelé à lutter contre l'Europe capitaliste. Nous avons rappelé qu'elle a été créée par eux pour les intérêts capitalistes dans cette partie du monde. Ce sont les multinationales qui sont aux commandes de l'Union Européenne. Elles poursuivent avec les gouvernements, la construction d'un grand ensemble pour se placer dans la concurrence capitaliste mondiale. Cette Europe s'est construite contre les peuples, elle agit contre eux. Sa loi c'est la surexploitation des peuples, on peut le constater dans tous les pays européens. Ce traité est une nouvelle étape dans l'intégration européenne pour renforcer la domination capitaliste.

En France, ils sont nombreux ceux qui à « gauche de la gauche », à l'extrême gauche, veulent récupérer le mécontentement en prêchant de fausses solutions. Ils se proclament contre le traité mais ils sont tous pour l'Europe capitaliste. Ils veulent tous « qu'on mette du social » dans le traité. C'est aussi ce que demande la CES à laquelle sont adhérents tous les syndicats français. Cette Europe ne peut pas être sociale. Nous disons qu'il ne peut pas y avoir de solution capitaliste pour les peuples en Europe. Chercher à entraîner le peuple dans cette voie, c'est le détourner de la lutte nécessaire qui seule peut faire reculer le capital, c'est l'entraîner dans une voie sans issue pour lui et renforcer ainsi le capitalisme qui pourra continuer de prospérer.

Plus que jamais nous disons NON à l'Europe capitaliste et nous appelons à la lutte. Nous suivons attentivement toutes les luttes dans les pays européens contre les politiques d'austérité que veulent imposer les gouvernements de droite ou socialistes. Nous saluons ces luttes, nous sommes pleinement solidaires, car c'est notre lutte. Les luttes des peuples européens sont convergentes. Tous les peuples ont le même ennemi, le capitalisme. Seuls les peuples pourront imposer par leurs luttes le développement des nations sur une base qui ne sera plus la recherche du profit mais le progrès social et une coopération internationale sur une base du respect de la souveraineté des nations et pour une politique de paix.

Tout ce qui se passe aujourd'hui en Europe, dans le monde, confirme que l'antagonisme capital-travail va continuer de s'approfondir, qu'il faut abattre le capitalisme et construire une société socialiste qui permettra le développement harmonieux de l'humanité. Sans attendre, il faut lutter chaque jour, pied à pied, pour le faire reculer.

C'est ce combat que mène notre parti qui s'est créé il y a 10 ans, en 2002.

Pourquoi avoir créé ce parti que nous avons nommé « COMMUNISTES » ?

Le PCF ayant sombré dans le réformisme, nous avons fait le constat qu'il n'y avait plus en France, de parti révolutionnaire.

En créant Communistes nous avons donné l'outil politique indispensable à la classe ouvrière et au peuple pour mener leur combat contre le capital. La base théorique sur laquelle nous nous sommes créés et sur laquelle nous développons, c'est le marxisme-léninisme, en dehors duquel il ne peut pas exister de parti révolutionnaire. C'est sur la base du marxisme que nous étudions les formes que prend aujourd'hui la lutte de classe à l'échelle de la planète. Nous étudions chaque situation, nous définissons notre position et nous appelons à la lutte, à partir d'une position de classe.

Nous travaillons à l'union, au rassemblement le plus large de notre peuple mais cette union doit se réaliser dans les entreprises, dans le peuple, dans le cadre de la lutte anticapitaliste.

Nous travaillons au développement de notre parti dans tout le pays car de notre développement dépend le renforcement des idées révolutionnaires pour la lutte de classe en France ».